Perspectives chinoises

2011/4 | 2011
La modernisation de l'Armée populaire de libération et ses répercussions

Guo Baogang, *China's Quest for Political Legitimacy: The New Equity-Enhancing Politics*

Lanham, Lexington Books, 2010, 216 p.

Emilie Tran

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6124
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 30 décembre 2011
Pagination : 73-74
ISBN : 979-10-91019-01-9
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Emilie Tran, « Guo Baogang, *China's Quest for Political Legitimacy: The New Equity-Enhancing Politics* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2011/4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 21 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6124

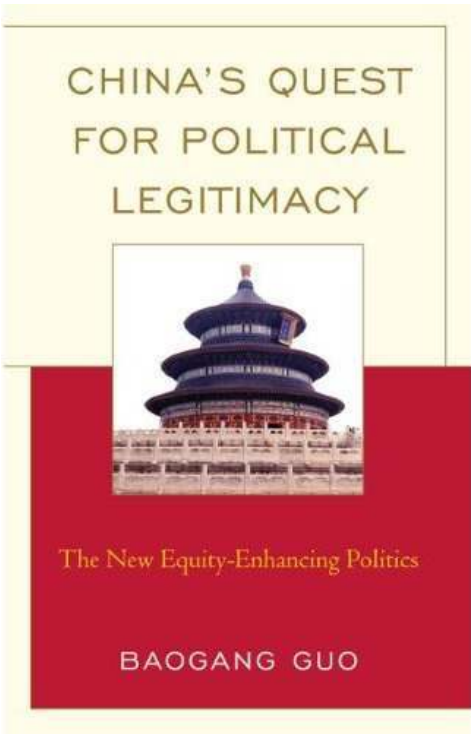
Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Tous droits réservés

Guo Baogang, China's Quest for Political Legitimacy: The New Equity-Enhancing Politics

Lanham, Lexington Books, 2010, 216 p.

Émilie Tran



1 Comment le Parti communiste chinois (PCC) parvient-il à garder les rênes du pouvoir tout en restant pertinent à la tête du pays après plus de 60 ans de règne sans partage ? Comment expliquer le soutien populaire dont il bénéficie – aujourd'hui peut-être même plus que jamais –, dont font état des études empiriques[1] et ce, en dépit de l'accroissement exponentiel du nombre des manifestations – 180 000 en 2010, soit quatre fois plus que dans la décennie passée et deux fois plus qu'en 2006[2] ?

2 Pour Guo Baogang, il n'est question ni de mystère ni de miracle, mais d'un changement de perspective analytique. Que le PCC ne soit pas plébiscité au travers d'élections libres et concurrentielles n'en fait pas pour autant un parti illégitime, soutient l'auteur. Au contraire, la longévité et la popularité du PCC devraient obliger les spécialistes des sciences sociales à repenser le concept de légitimité. Construire un

nouveau cadre d'analyse pour mieux appréhender la légitimité du pouvoir politique au regard du cas chinois, telle est l'ambition de l'ouvrage dès l'introduction.

3 En dépit de quelques erreurs étonnantes comme l'orthographe de *Hu Jingtao* (p. 29 et 44), *China's Quest for Political Legitimacy*, écrit dans un style concis et fluide, passe en revue les développements du et de la politique à l'ère post-Deng. Sans pour autant apporter de faits nouveaux, ce livre constitue un *vademecum* de l'histoire politique des trois dernières décennies indispensable à quiconque s'intéresse à la Chine contemporaine. Après avoir rappelé les différentes philosophies politiques en vigueur depuis la fin des années 1970 – du pragmatisme de Deng Xiaoping au nouveau contrat social à la fin de l'ère Hu-Wen (chapitre 2), Guo résume les caractéristiques des trois générations de dirigeants qui ont gouverné le pays depuis la mort de Mao – les modernisateurs révolutionnaires (« revolutionary modernizers ») emmenés par Deng Xiaoping, la génération des technocrates avec à sa tête Jiang Zemin et enfin, « la génération perdue » (chapitre 3). S'appuyant sur les exemples qu'offrent la Conférence consultative politique du peuple chinois et l'Assemblée nationale populaire (chapitre 4), ainsi que plusieurs affaires et autres conflits résolus grâce au dialogue entre les gouvernements locaux et les personnes concernées (chapitre 5), Guo démontre que les consultations, formelles ou informelles, se multiplient et s'institutionnalisent, permettant de faire valoir le point de vue aussi bien des groupes d'intérêts que des petites gens. Que ce soit au sommet du Parti-État ou au niveau du citoyen lambda, l'on serait en train d'assister au bourgeonnement çà et là d'un État délibératif, voire d'une démocratie délibérative en Chine. Inspirés par les théories de John Rawls et de Jürgen Habermas, les théoriciens de la démocratie délibérative[3], comme Joseph Bessette (le père du terme démocratie délibérative[4] ou démocratie discursive) ou Joshua Cohen[5], considèrent que la légitimité d'une décision politique réside *d'abord et avant tout* dans le processus de délibération et moins dans le fait de voter, contrairement à la démocratie dans sa forme libérale.

4 Guo poursuit son raisonnement en révélant d'autres exemples d'interactions entre le Parti-État et ses représentants locaux et les citoyens dans chacun des trois grands chantiers socio-économiques qui occupent les dirigeants et pourraient mettre en péril l'avenir du pays : le « new deal » environnemental (chapitre 6), les relations dans le monde du travail (chapitre 7) et la réforme du système de santé (chapitre 8). Ce faisant, l'auteur met en lumière le mouvement de balancier entre deux tendances contradictoires mais non moins complémentaires, la politique de l'efficience et la politique de l'équité. Le Parti-État chinois privilégie successivement l'une et l'autre. Maintenant à lui seul l'équilibre des forces en présence par ce jeu d'alternance, il incarne la dynamique du régime. Nul besoin d'élections libres et compétitives pour être légitime. En consentant à davantage de dialogue, consultations et négociations à tous les niveaux de la structure politico-sociale, le régime est entré dans un autre cycle de transformations destiné à le renforcer en consolidant sa légitimité. En effet, les conflits trouvent une issue grâce à l'activisme de plus en plus de citoyens qui se sentent désormais investis d'un pouvoir inédit : leur capacité délibérative, et tous de reconnaître la clairvoyance et la bonne volonté d'un régime en cours d'amélioration qui fait de son mieux face aux innombrables défis à relever, avalisant par là-même le caractère légitime du règne du parti unique.

5 Si l'activisme civique et l'essor des consultations correspondent au stade embryonnaire d'une démocratie délibérative, Guo souligne cependant que le principal obstacle à une telle éventualité tient en Chine au régime lui-même, par essence autoritaire et dans lequel toutes les parties concernées ne peuvent délibérer d'égale à égale. Que le pays

évolue ou pas vers la démocratie, quelle qu'en soit la forme – libérale ou délibérative – n'est pas la question. Pour Guo, ce qui importe au PCC est de se maintenir en place, et pour ce faire il lui faut impérativement renforcer sa légitimité. Telle est sa véritable finalité. La démocratisation ne serait qu'un moyen parmi d'autres d'atteindre cet objectif. « La quête de la démocratie n'a jamais été une fin en soi », que ce soit en Chine ou ailleurs, mais plutôt un moyen pour répondre aux besoins de différents régimes (p. 184).

6 La démonstration de Guo Baogang pèche néanmoins par un certain parti pris culturaliste aux accents condescendants non seulement envers ceux qu'il appellent les « chercheurs occidentaux » – en acceptant qu'ils ne fassent qu'un... – mais aussi envers les Chinois eux-mêmes. À plusieurs reprises, l'auteur singularise les chercheurs occidentaux, lesquels d'après lui, ne peuvent s'empêcher de considérer le régime communiste de Pékin comme illégitime (p. 1), et de s'étonner que la Chine ne soit pas encore une démocratie libérale (p. 184). « De nombreux chercheurs occidentaux, endoctrinés de théories libérales sur la légitimité, ont des difficultés à appréhender le système communiste de légitimation surtout dans le contexte de la culture et de l'histoire politiques de la Chine », ajoute-t-il (p. 189). Les « chercheurs occidentaux » manquant tout bonnement d'esprit critique vis-à-vis de leur soi-disant tradition, seraient ainsi culturellement – pour ne pas dire intellectuellement – limités pour saisir la complexité chinoise ! C'est comme dire d'un chef d'orchestre qu'il n'a pas d'oreille ou d'un œnologue qu'il n'a pas de nez... Les chercheurs descendants de l'Empereur jaune seraient donc mieux armés pour deviser sur la trajectoire politique de leur pays car il existerait un modèle cognitif de légitimité politique *proprement chinois* poursuit Guo et que l'auteur résume comme suit : « un dirigeant, mandaté par le Ciel, bienveillant et respectueux de ses sujets, maintenant une juste distribution des richesses, peut être récompensé en retour par l'affection du peuple, même tacite. Un dirigeant doit comprendre qu'il ne doit pas faire de mal au peuple mais promouvoir des politiques qui bénéficient et enrichissent le peuple et permettre aux gens de faire ce qu'ils font de mieux » (p. 12). Or contrairement à ce que voudrait nous faire croire Guo, son modèle cognitif de légitimité (p. 33) n'est pas propre à la tradition chinoise : ce n'est ni plus ni moins que la définition du despotisme éclairé, doctrine politique issue des idées des philosophes des Lumières et adoptée par plusieurs monarques européens tels que Frédéric II de Prusse ou Catherine II de Russie. Voilà un point essentiel qui aurait échappé à l'auteur, lequel a pourtant fait son doctorat en science politique aux États-Unis, où il vit et travaille depuis 1986. Mais à la différence de Guo, on n'en conclut pas pour autant qu'un chercheur chinois serait moins bien armé intellectuellement qu'un chercheur occidental pour saisir l'histoire politique de cette partie du monde...

7 Rappelons que le despotisme éclairé, qui parut si moderne en son temps, fut davantage un dernier sursaut pour renouveler et justifier un système monarchique en perte de légitimité. Depuis le XVIII^e^ siècle, l'Europe a connu maints bouleversements et accouché de tout un éventail de régimes politiques, de la monarchie à la république, des pires dictatures à la démocratie libérale. Si le mouvement des Indignés de Madrid à New York est la preuve même que les Occidentaux, en dépit de leur prétendu endoctrinement, sont à même de contester les fondements de l'ordre établi chez eux, le Printemps arabe est là pour souligner que le combat pour la démocratie est universel et militer en faveur d'une transition démocratique n'est pas une tradition étrangère à la Chine. Du Mouvement du 4-Mai à Liu Xiaobo, il y a une continuité du combat en faveur de la démocratie parmi les descendants de l'Empereur jaune. Au péril de leur vie, ceux-là se sont élevés contre le

modèle proposé par Guo Baogang. Nier ce fait c'est insulter la mémoire des défunts et condamner l'action des vivants, dont le Prix Nobel de la Paix 2010, Ai Weiwei et tant d'autres.

8 **3.** Charles Girard et Alice Le Goff (éd.), *La Démocratie délibérative. Anthologie de textes fondamentaux*, collection « L'Avocat du diable », Paris, Éditions Hermann, 2010.

9 **4.** Joseph Bessette, « Deliberative Democracy: The Majority Principle in Republican Government », in *How Democratic is the Constitution?*, Washington, AEI Press, 1980, p. 102-116; *The Mild Voice of Reason: Deliberative Democracy & American National Government*, Chicago, University of Chicago Press, 1994.

10 **5.** Joshua Cohen, «Deliberative Democracy and Democratic Legitimacy», *in* Alan Hamlin et Philip Pettit (éd.), *The Good Polity: Normative Analysis of the* State, Oxford, Basil Blackwell, 1989 (1ère édition), p. 17-34.

AUTEUR

ÉMILIE TRAN

Maître de conférence, School of Leadership, Management and Government Studies, University of Saint-Joseph, Macao.